

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2876>



Compte-rendu du stage du 24 Novembre 2008

La réforme Darcos des lycées

- SNES académique de Dijon - Départements - Côte-d'Or - Stages organisés par le S2-21 -



Date de mise en ligne : mercredi 14 janvier 2009

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Stage syndical sur la réforme des lycées

Le 24 novembre 2008, le SNES Côte d'Or a organisé un stage de formation syndicale afin de faire le point sur le projet de réforme du lycée, organiser la mobilisation pour en imposer l'abandon et préciser nos revendications sur le lycée que nous voulons.

La présence de 35 collègues à ce stage témoigne de la vive inquiétude qui traverse notre profession face à un projet aussi dévastateur.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous venons d'apprendre que Darcos, sous la pression de la mobilisation grandissante des personnels et des lycéens, vient de renoncer à mettre en place sa nouvelle seconde à la rentrée 2009. Nous nous en réjouissons.

Pour autant, le compte rendu de ce stage n'est pas obsolète. En effet, Darcos a redit sa volonté de maintenir son projet (voir son architecture commentée pages 5 et 6) et de n'en différer l'application que d'un an, ce qui ne peut nous satisfaire puisque nous en voulons le retrait définitif. C'est pourquoi il nous a semblé important d'expliquer de manière détaillée les raisons de notre opposition à une telle « réforme ».

Le contexte

A l'heure où l'on remet en cause l'école maternelle, où on supprime les RASED ..., nous n'avons pas la naïveté de croire que le but de la volonté réformatrice du ministre serait d'améliorer le fonctionnement du lycée actuel.

Le contexte général de cette « réforme » a été rappelé par Yves Cassuto, membre de la direction nationale du SNES, lors de sa présentation préliminaire :

« Il y a à la fois la mise en place du socle commun, ce qui se passe dans le primaire, la réforme des bacs pro, de l'université, tout cela inscrit dans le cadre de la RGPP (révision générale des politiques publiques), dont l'objectif est clairement de supprimer des milliers de postes de personnels dans la fonction publique, diminution des tribunaux, des casernes, diminution des postes d'enseignants et non - enseignants (démantèlement du ministère de l'éducation nationale, regroupements d'IA, restructuration des Crous...). Cf. le discours de Fillon : « Les caisses sont vides ...il faut s'habituer à moins de services de l'État... »

Les « réformes » découlent de la stratégie dite de Lisbonne élaborée en 2000 au niveau de l'Union européenne qui a défini des objectifs : « mettre l'enseignement au service de la compétitivité économique, améliorer la qualité (!) et ouvrir l'éducation au monde extérieur » et des indicateurs, dont nous voyons aujourd'hui les effets.

Ex : La formation des maîtres, la masterisation et l'intégration des IUFM à l'université. En réalité, il n'y a plus de formation des maîtres. Les tests dans le primaire vont servir à établir un classement des écoles.

Remise en cause des statuts de la fonction publique et des métiers avec la loi sur la mobilité ; on va vers des recrutements de vacataires ou en CDI.

Renforcement

des liens avec le monde du travail : conséquence, c'est le patronat local qui choisit la formation.

Orientation : renforcement du rôle des PP. Renforcement de l'autonomie des établissements (cf. les divers rapports et audits, 15% de l'horaire défini localement ...) et de l'autorité des chefs d'établissements.

Pour s'attaquer au lycée, Darcos prend pour prétexte qu'il serait ringard.

Du point de vue de l'emploi, il y aurait une augmentation des besoins au niveau Bac + 2 et en même temps une augmentation des besoins en main d'oeuvre peu qualifiée (socle commun).

En conséquence, il y aura un peu d'argent pour 50% des élèves, et pour les autres, ce n'est pas la peine d'investir, d'où la baisse de l'offre d'éducation, la mise en concurrence des établissements, les fondations privées dans les facs, la formation professionnelle pilotée par les professionnels ... »

Lors de la discussion, les points suivants ont été abordés par les participants.

Contexte politique

Mise en relation de la réforme des lycées avec la réforme du collège qui impose

« le socle commun de connaissances et de compétences » et avec le LMD (licence-master-doctorat) à l'université. Il y a là la conception d'un savoir minimaliste et éparpillé qui n'est que l'habillage pédagogique des objectifs d'économies budgétaires.

Conséquences de la « réforme » sur les enseignements, les postes, les services

- Inquiétudes sur la série STG (sciences et technologies de la gestion) avec la dissociation entre gestion/droit, inclus dans les « sciences de la société », et comptabilité/mercatique dans un module technologique. Flou sur les séries STI (sciences et technologies industrielles). Crainte de la disparition de la voie technologique, dont certaines disciplines ont d'ailleurs déjà disparu.
- Inquiétudes sur la série littéraire, déjà très fragilisée : beaucoup d'options disparaissent (théâtre, cinéma ...), les langues anciennes sont très menacées par la mise en concurrence de toutes les disciplines « modulaires ». C'est très différent de l'option facultative de français qui existait en terminale car c'était un plus, pas au détriment du reste.
- Inquiétudes sur les postes : outre les suppressions massives, il y a aussi le risque d'être tous en postes partagés, sur 2, voire 3 établissements.
- Inquiétudes pour les personnels non enseignants : le CPE deviendrait un « chef de service » gérant des personnels précaires (auxiliaires de vie scolaire, employés vie scolaire, assistants d'éducation), le CO-Psy serait remplacé par le prof principal sur le conseil en orientation, par des organismes privés pour la prise en charge psychologique (coaching).
- Le groupe classe, qui risque de disparaître, est considéré par beaucoup d'intervenants comme une référence importante, qu'il faut préserver ; d'autres estiment qu'il faut être plus ouvert sur

cette question.

Problèmes liés au lycée actuel

- Le temps scolaire, trop long (demande des parents et des lycéens) ; journées de 9 heures parfois pour libérer ½ journée. La multiplication des services partagés a pour conséquence une complexification des emplois du temps liée aux distances à parcourir d'un établissement à l'autre. Attention : réduire l'horaire joue contre la démocratisation car cela augmente le travail à la maison et pousse à compenser la diminution du nombre d'heures de cours par des cours privés à l'extérieur du lycée.
- Les problèmes du lycée viennent d'une dégradation continue des conditions d'enseignement en collège, de la baisse des horaires disciplinaires, de la disparition des dédoublements, du passage quasi-automatique en classe supérieure entraînant la baisse de niveau. La réforme a été préparée par une casse systématique de l'éducation depuis plusieurs années.
- Il faut repenser les voies pour éviter une hiérarchie entre générale, technologique et professionnelle.
- Il faut permettre une vraie diversification des enseignements passerelles ou enseignements complémentaires, entre humanités et sciences par exemple.

Mobilisation et action

- Grève du 7/10, manifestation nationale du 19/10 (et l'annonce le soir même par Darcos du premier recul sur l'horaire des enseignements généraux en seconde), grèves des 20 et 27/11 ; toutes ont fait monter l'exigence de l'abandon de la réforme Darcos.
- Replacer ces réformes dans l'éducation dans le contexte de destruction des services publics.
- Demander à être consulté, revendiquer de véritables négociations.
- Faire des AG syndicales, des réunions de bassin (premier degré, collège, lycée).
- Etats généraux des lycées à Paris le 29/11, avec quelques professeurs de collège.
- Propositions concrètes de mobilisation : tract pour les parents de troisième, intervention en CA, pétition. Utilisation du site du SNES (à l'adresse <http://www.dijon.snes.edu>, **cliquer sur le département 21**) pour mettre en ligne ces textes, rendre compte des actions locales.